

Classement mondial de la liberté de la presse 2011–2012 : Burundi 130^e

Reporters sans frontières, 25 janvier 2012 En Afrique, les écarts se creusent entre bons et mauvais élèves Chutes vertigineuses de pays ayant connu des contestations populaires Si le printemps arabe de 2011 n'a pas débordé en Afrique subsaharienne au point de faire tomber des gouvernements, certains régimes ont fait face à de fortes revendications politiques et sociales. Les journalistes couvrant ces manifestations ont souvent subi de plein fouet la réponse brutale apportée par les forces de police, promptes à réprimer sans discernement et à s'en prendre aux témoins.

Cela a été le cas en Angola (132^e) où plusieurs journalistes ont été arrêtés pendant les manifestations, en septembre. Entre l'élection présidentielle de février et le printemps, le pays a été marqué par des violences et la surveillance de journalistes et la répression brutale des "Walk-to-Work protests", plus tard dans l'année, au cours desquelles des dizaines de journalistes ont été arrêtés et interpellés, 2011 restera un mauvais souvenir pour la presse en Ouganda (139^e), qui perd 43 places. Pire encore pour le Malawi (146^e) qui enregistre la plus forte chute au niveau mondial en perdant 67 places. Pendant l'année, les journalistes ont été victimes de la répression au même titre que les manifestants. Plusieurs reporters ont été arrêtés et malmenés. Du matériel a été cassé. En septembre, l'étudiant et blogueur Robert Chasowa a été retrouvé mort, sans doute. Les médias qui souhaitent enquêter sur cette affaire sont intimidés. Tout ceci alors que la législation sur la presse s'est fortement durcie en début d'année, entraînant certains partenaires européens à suspendre une partie de leur aide. Les pays les plus fermés et autoritaires en queue de classement Pour le contrôle qu'exercent les autorités sur les médias, la liberté d'expression en général, Reporters sans frontières juge la situation "très grave" au Rwanda (156^e) et en Guinée équatoriale (161^e). Perdant 49 places, Djibouti (159^e) vient s'immiscer entre ces deux pays. Le chef de l'état, Ismaïl Omar Guelleh, a été réélu début 2011 au terme d'une élection présidentielle jouée d'avance et sans possibilité d'opposition de ses opposants. La presse libre n'existe pas, six collaborateurs d'une radio en exil ont été emprisonnés pendant quatre mois, les réseaux sociaux ont été surveillés pour étouffer les contestations. La presse en Côte d'Ivoire (159^e, ex æquo avec Djibouti) au sein de ce groupe ne doit tromper personne. Dans ce pays, la presse existe mais chez Teodoro Obiang Nguema ou Ismaïl Omar Guelleh elle n'existe pas, et elle s'exprime mais chez Paul Kagame cela lui est très difficile. Mais la Côte d'Ivoire paie un premier semestre 2011 qui fut dramatique pour la presse lorsque la crise postélectorale s'est soldée par des pressions en tout genre sur les rédactions, des actes de violence et les assassinats d'un journaliste et d'un collaborateur des médias. Pendant la bataille d'Abidjan, début avril, il a été impossible pour un journaliste de sortir et de traverser la ville. Insécurité, censure et prison : trois pays d'Afrique de l'est aux dernières places du continent Année après année, les professionnels de l'information sont exposés au chaos et à l'anarchie qui régne en Somalie (164^e), pays en guerre, sans gouvernement stable depuis 1991. En 2011, à Mogadiscio, quatre journalistes ont été tués. La pratique de la censure préalable et les suspensions de journaux, auxquelles se sont ajoutés des interpellations de journalistes, des détentions et des mauvais traitements, justifient le très mauvais score du Soudan d'Omar el-Béchir (170^e). Enfin l'Érythrée (179^e) occupe pour la cinquième année consécutive la dernière place de ce classement mondial. Ce pays, dictature totalitaire de la corne de l'Afrique, subit l'étouffement dans lequel le président Issaias Afewerki l'a plongé. Comme les autres libertés, celle d'exprimer son opinion n'existe pas. Une trentaine de journalistes au moins sont emprisonnés, certains depuis plus de dix ans, dans des conditions effroyables. À l'autre extrême de ce classement, plusieurs pays d'Afrique confirment l'enracinement du respect pour la liberté de l'information ou enregistrent des progrès notables. Le groupe des bons élèves s'élargit et trouve en 2011 davantage de pays africains dans le top 50 (9 contre 7 l'an passé), de même que dans le top 100 (27 contre 24 en 2010). Le premier état non-européen du classement vient d'Afrique et il fait partie des dix pays au monde les plus respectueux de la liberté de la presse. Il s'agit du Cap-Vert (9^e), démocratie en bonne santé, modèle de bonne gouvernance, où l'alternance fait partie de la vie politique, ce qu'a encore prouvé l'élection présidentielle de 2011. Les journalistes y sont pleinement libres et l'accès de toutes les forces politiques aux médias publics est garanti. La Namibie (20^e) occupe également une très bonne place, devant le Japon ou le Royaume-Uni par exemple. Le Botswana (42^e), qui enregistre une progression de 20 places, et les Comores (45^e), qui gagnent 25 places, se rapprochent du Mali (25^e) et du Ghana (41^e) à traditionnels moteurs du continent en matière de respect des journalistes. Une progression spectaculaire et des percées notables Le Niger (29^e) effectue la plus forte progression mondiale avec un bond de 75 places. La presse évolue dans un contexte économique précaire, mais elle est libre et bénéficie d'une législation favorable. Les violations ont presque disparu. L'amélioration s'observe tant au niveau des mesures concrètes que de symboles. En fin d'année, le président Mahamadou Issoufou, élu au printemps, a été le premier chef d'état à déclarer la Montagne de la Table, s'engageant ainsi à promouvoir la liberté de la presse. D'autres chefs pourraient l'imiter, comme par exemple Mohamed Ould Abdel Aziz, président de la Mauritanie (67^e). Dans ce pays, l'adoption d'une loi sur la presse électronique, la libéralisation de l'audiovisuel, et un nombre d'incidents limités ont permis de gagner 28 places, une progression qui doit être confirmée. Plombé en 2010 par le décès en détention du journaliste Bibi Ngota, le Cameroun (97^e) regagne une place honorable même si toute la lumière doit encore être faite sur ce drame ainsi que sur le décès, en novembre 2011, du journaliste anti-corruption et correspondant de Reporters sans frontières, Jules Koum Koum. Ce pays a par ailleurs cruellement besoin de réformes : dépolitisation des médias de presse et modernisation de la loi sur la communication. Après sa chute consécutive à la crise de 2009, Madagascar (84^e) continue de progresser, mais l'année électorale 2012 sera pleine d'enjeux. Dans le ventre mou L'absence majeure pour les médias au Sénégal (75^e) permet au pays de gagner 18 places, mais la situation demeure fragile, à un mois d'une élection présidentielle qui s'annonce tendue. Comme au Cameroun, les autorités de Dakar ne se sont pas résolues à protéger les journalistes contre les peines de prison en dépolitisant les médias de presse. En dépit de l'usage abusif de poursuites judiciaires contre les médias, le Liberia (110^e) est un pays où la presse peut exercer librement, mais qui perd cette année vingt-six places en raison des suspensions de médias et des agressions de

journalistes qui ont boycotté la réélection de la présidente Ellen Johnson Sirleaf, en octobre et novembre, suite au boycott du scrutin par son opposant Winston Tubman. Enfin, indépendamment depuis le 9 juillet 2011, le Soudan du Sud (111e) fait son apparition pour la première fois dans ce classement mondial à une place honorable. Le défi de ce pays est de construire un État solide et viable, dans un environnement régional très instable, tout en garantissant la liberté d'expression. Juba doit absolument éviter de plonger dans le chaos qui ont sombré ses voisins. Lire la version complète